



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 16583-4  
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 16583 du 19/01/1984 autorisant la SAS  
OLGA à exploiter un établissement spécialisé dans la production de produits laitiers  
située 2 rue Julien Neveu sur le territoire de la commune de NOYAL-SUR-VILAINE**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relatives aux émissions industrielles ;

**VU** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**VU** la publication au journal officiel de l'union européenne en date du 4 décembre 2019 des conclusions du 12 novembre 2019 sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour les industries agro-alimentaires (Bref FDM -Food Drink and Milk) ;

**VU** le décret du 28 octobre 2020 nommant M. Emmanuel BERTHIER, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915.1 et 2915.2) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement et celles soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 16583 du 19 janvier 1984, modifiés les 4 décembre 1998, 26 juillet 2010 et 13 septembre 2022, autorisant la société SAS OLGA à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, spécialisée dans le traitement et la transformation du lait, située 2 rue Julien Neveu sur le territoire de la commune de Noyal-sur-Vilaine ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 août 2023 désignant Mme Elise DABOUI, secrétaire générale par intérim de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** le dossier de réexamen IED (dossier GES n° 18681) transmis en novembre 2020 et le rapport de base rapport de base (dossier GES n°18913) transmis en novembre 2020 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 27 juin 2023 ;

**VU** la réponse de l'exploitant en date du 9 août 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la SAS OLGA relève de la directive IED au regard des activités de production de produits laitiers menées sur le site de Noyal-sur-Vilaine, 2 rue Julien Neveu ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique 3642-3 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF FDM ;

**CONSIDÉRANT** que les rejets aqueux et atmosphériques des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R. 515-82 au code de l'environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des Installations visées à l'article R. 515-82 sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-60 à R. 515-68 et R. 515-75 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives :

- aux périodicités de surveillance des rejets aqueux en application des dispositions de l'article R. 515-70 du code de l'environnement ;
- aux émissions de poussières ;
- à la surveillance des sols ;

**Sur proposition de** la secrétaire générale par intérim de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

---

### **TITRE 1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

---

#### **Article 1<sup>er</sup> : Exploitant titulaire de l'autorisation**

Les arrêtés préfectoraux n°16583-1, 16583-2 et 16583-3 des 4 décembre 1998, 26 juillet 2010 et 13 septembre 2022 sont abrogés.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 16583 du 19 janvier 1984 autorisant la société SAS OLGA, située 2 rue Julien Neveu sur le territoire de la commune de Noyal-sur-Vilaine, à exploiter un établissement spécialisé dans le traitement et la transformation du lait sont abrogées et remplacées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

## **TITRE 2 – PORTÉE DE L'AUTORISATION**

### **CHAPITRE 2.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 2.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SAS OLGA (SIRET 70920030700011), dont le siège social est situé 2 rue Julien Neveu à Noyal-sur-Vilaine (35530), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse (coordonnées Lambert 93 X=363291 et Y=6788996), les installations détaillées dans les articles suivants.

#### **Article 2.1.2 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

A l'exception des dispositions particulières visées ci-dessous, l'arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées ci-dessous.

### **CHAPITRE 2.2 – NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.2.1 : Rubriques**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime*
3642	3.a	Production d'aliments à partir de matières premières animales et végétales + de 75 t/j	300 t/j*	A
4130	2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	13.3 t	A
2921	1.a	Installations de refroidissement évaporatif	3955 kW	E
4735	1.b	Ammoniac	1.15 t	DC
1185	2.a	Quantité susceptible d'être présente	447 kg	DC
2910	A.2	Combustion	7.2 MW	DC
2915	1.b	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	420 L	D

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique

\* le tonnage maximal annuel est de 34000 tonnes

#### **Article 2.2.2 : Réglementation IED**

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative aux industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM). et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF associé.

### **CHAPITRE 2.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.4 – DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

### **CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

Les rejets atmosphériques du site résultent principalement des chaudières et de l'installation de séchage.

Les chaudières sont contrôlées tous les 2 ans. Les paramètres faisant l'objet d'une surveillance dans les émissions atmosphériques du site sont débit, température, humidité, CO, NOX, CO2, et O2.

Le suivi est à réaliser sur toutes les installations

Les installations de combustion sont les suivantes : 3 chaudières vapeur, 5 chaudières eau chaude, une tour de séchage qui est équipée d'une chaudière à huile fonctionnant toutes au gaz naturel, et 2 groupes électrogènes de secours fonctionnant au fioul domestique, de 1,34 MW et 1,2 MW.

<b>Appareil</b>	<b>Puissance unitaire</b>	<b>Combustible</b>
Chaudière ( chaufferie) Vapeur 1	1,400 MW	Gaz naturel
Chaudière ( chaufferie) Vapeur 2	1,564 MW	Gaz naturel
Chaudière ( chaufferie) Vapeur 3	1,650 MW	Gaz naturel
Chaudière eau chaude fromagerie 1	495 KW	Gaz naturel
Chaudière eau chaude fromagerie 2	495 KW	Gaz naturel
Chaudière eau chaude yaourt 1	315 KW	Gaz naturel
Chaudière eau chaude yaourt 2	315 KW	Gaz naturel
Chaudière eau chaude yaourt secours	320 KW	Gaz naturel
Chaudière à huile (tour)	697 KW	Gaz naturel

### **CHAPITRE 3.2 – LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

#### **Article 3.2.1 : Limitation des rejets atmosphériques**

Les prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique, fixées dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 restent en vigueur, notamment concernant la surveillance des émissions des chaudières.

<b>Équipement</b>	<b>Valeurs limites d'émission de poussières</b>	
	<b>NEA MTD (mg/Nm<sup>3</sup>) (MTD 23)</b>	<b>Nouvelle VLE (applicable à compter du 04/12/23)</b>
Tour de séchage	10	10 mg/Nm <sup>3</sup>

Paramètre	Procédé spécifique	Surveillance		
		Fréquence actuelle	Fréquence minimale (MTD 23)	Nouvelle Fréquence (applicable à compter du 04/12/23)
Poussière	Procédé de séchage - Tour	Annuelle	Annuelle	Annuelle

## TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par le réseau d'adduction d'eau publique.

Concernant le réseau d'adduction d'eau publique, l'exploitant devra disposer d'une autorisation de la collectivité responsable, mentionnant les quantités et conditions et datant de moins de 5 ans.

### CHAPITRE 4.2 – TRAITEMENT DES EAUX USÉES INDUSTRIELLES

#### Article 4.2.1 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Eaux usées industrielles	STEP SAS OLGA	Ruisseau la Giraudière
Eau de refroidissement	STEP SAS OLGA	Ruisseau la Giraudière
Eaux pluviales	Réseau communal	La Vilaine
Eaux vannes	STEP communale	La Vilaine

#### Article 4.2.2 : Limitations des rejets

##### 4.2.2.1. Eaux industrielles

Les eaux usées industrielles font l'objet d'un pré-traitement par dégrillage-tamissage avant rejet en station d'épuration collective industrielle gérée par la SAS OLGA sur un site indépendant.

Sur site, un pré-stockage existe constitué de :

- 1/ stockage dans une cuve de 500 m³,
- 2/ dégrillage/tamissage à 500 µm,
- 3/ stockage dans une cuve de 250 m³,
- 3 bis (optionnel)/ transfert et stockage dans deux cuves de transfert de 2500 m³ chacune au lieu-dit Vézin où les flux provenant du site du bourg peuvent être isolés en cas de problème. Ces cuves peuvent être bypassées.

Les valeurs limites d'émissions sont les suivantes :

Paramètre	Valeurs limites actuelles		Valeurs limites au 04/12/2023	
	Concentration maximale (mg/l) (*)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Concentration maximale (mg/l) (*)	Flux maximal journalier (Kg/j)
<b>Volume m³/j</b>	Volume journalier max : 750 m³/j		Volume journalier max : 750 m³/j	
DCO	5000	3250	5000	3250
MES	700	525	700	525
DBO <sub>5</sub>	2800	2100	2800	2100
Azote Kjeldhal (NTK)	150	113	150	113
Azote global (NGL)	200	150	200	150
Phosphore total	30	22,5	30	22,5
Chlorures				

\* sur effluents non décantés

#### 4.2.2.2. Eaux de refroidissement

Ces eaux doivent respecter les valeurs limites des eaux pluviales, pour être rejetées au milieu naturel directement ; sinon, elles sont dirigées vers la STEP.

#### 4.2.2.3. Eaux pluviales

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- DCO < 100 mg/l
- MES < 30 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l
- NTK < 30 mg/l.

Les eaux pluviales transitent par un débourbeur séparateur à hydrocarbures.

### **Article 4.2.3 : Surveillance des prélèvements et des rejets**

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

#### 4.2.3.1. Eaux industrielles

Paramètre	Surveillance	
	Fréquence actuelle	Nouvelle Fréquence (applicable à compter du 04/12/23)
DCO	Journalière	Journalière
MES	Mensuelle	Mensuelle
DBO <sub>5</sub>	Mensuelle	Mensuelle
Azote Kjeldhal (NTK)	Mensuelle	Mensuelle
Azote global (NGL)	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle	Mensuelle
Chlorures	-	Mensuelle

#### 4.2.3.2. Eaux pluviales

Il est procédé à contrôle trimestriel des eaux pluviales au droit de chaque rejet.

### **CHAPITRE 4.3 – SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS**

Une surveillance décennale des sols sera réalisée sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures monoaromatiques (benzène, toluène...),
- composés halogénés (bromés, fluorés, chlorés);
- métaux, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- huiles minérales, hydrocarbures C10-C40, et PCB.

Ces analyses seront réalisées sur les piézomètres P1 et P4 (points de sondage définis dans le rapport de base, voir programme analytique proposé dans le rapport de base transmis).

### **CHAPITRE 4.4 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE**

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers. Il doit respecter les dispositions de cet arrêté départemental, qui lui est applicable dès sa publication.

Durant la période d'application d'un tel arrêté départemental, limitant provisoirement les usages de l'eau dans le secteur d'implantation de l'usine, l'exploitant transmet hebdomadairement à l'inspection des installations classées, en distinguant ses différents modes d'alimentation en eau :

- un état quotidien de son niveau d'activité et de ses consommations d'eau pour la semaine écoulée ;
- une prévision de son niveau d'activité et de ses consommations d'eau pour chaque jour de la semaine à venir ;
- un récapitulatif des mesures de limitation de ses consommations d'eau mises en place depuis l'entrée en application de l'arrêté départemental susvisé.

L'exploitant prend notamment des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels : pas de lavage extérieur des bâtiments, réduction de la fréquence de nettoyage des sols et des équipements non soumis aux contraintes sanitaires... ;
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution de l'environnement.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

---

## **TITRE 5 – PROTECTION DU CADRE DE VIE**

---

### **CHAPITRE 5.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT**

Une campagne de vérification des niveaux sonores est réalisée tous 5 les ans.

L'établissement est soumis aux règles de l'arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **CHAPITRE 5.2 – LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

Sans objet.

## **TITRE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ ET EXÉCUTION**

### **CHAPITRE 6.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

### **CHAPITRE 6.2 – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Noyal-sur-Vilaine et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 6.3 – EXÉCUTION**

La secrétaire générale par intérim de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental de la protection des populations et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Noyal-sur-Vilaine et à la SAS OLGA.

Fait à Rennes, le **18 AOUT 2023**

Pour le préfet, et par délégation  
La secrétaire générale par intérim

  
Elise DABOUIS